

depuis la Confédération, il n'y a rien de nouveau là-dedans,—font que l'économie du Canada obéit aux mêmes mouvements que celle des États-Unis. Quand l'opposition souligne, critique et blâme les politiques monétaires du présent gouvernement et déclare que ces politiques sont la cause du chômage, comment explique-t-elle le chômage aux États-Unis? Quand on parle du chômage, à mon avis, il faudrait tenir compte de certains faits.

M. Winch: A ce propos, l'honorable député nous dirait-il le rapport, en pourcentage, entre le Canada et les États-Unis pour ce qui est du chômage en proportion de l'effectif ouvrier?

M. Woolliams: Je n'ai pas sous la main les chiffres exacts, mais je trouve la question de l'honorable député logique. Je pense que les chiffres américains donnent un pourcentage moindre, mais tout dépend de la composition de ces chiffres. Il faut savoir par exemple si le chiffre du chômage comprend les femmes mariées qui ont cessé de travailler et qui touchent des prestations d'assurance-chômage. D'après les chiffres que j'ai lus, je dirais que le pourcentage est un peu plus faible mais, je le répète, tout dépend de la composition des chiffres américains.

Pour revenir à ce que je disais, il me semble que ce n'est pas surtout la politique monétaire qui influe sur le chômage. Nous devrions examiner le commerce lui-même, ainsi que les relations entre employés et employeurs. Nous devrions tenir compte des répercussions du bloc européen de libre-échange sur l'économie des Amériques. Nous devrions prendre aussi en considération le redressement économique des pays victimes de la guerre. Examinons notre commerce. J'en ai déjà exposé un aspect, mais voyons maintenant la situation de l'agriculture. J'ai été très heureux d'apprendre ce mois-ci que nous avions vendu soixante millions de tonnes de céréales à la Chine communiste et que le présent gouvernement menait une campagne du tonnerre pour accroître nos échanges avec les autres pays. Je crois que grâce à l'expansion de nos échanges, nous réaliserons une saine économie et, par voie de conséquence, le plein emploi.

Je veux maintenant dire quelques mots du salariat et du patronat. Je pense en ce moment à ma propre région,—et tous les honorables députés ont eux aussi leur propre région à l'esprit,—et je me dis que les employeurs comme les employés doivent bien comprendre que, pour accroître notre commerce international, nous devons être en mesure de soutenir la concurrence de pays comme le Japon et l'Allemagne, pour ne donner que deux exemples. Depuis des années, ces pays rongent notre commerce. Prenons, par exemple, le cas de la fabrication

des clous. Nous avons déjà exporté environ 40 p. 100 de notre production. Aujourd'hui, nous importons 20 p. 100 du chiffre de notre production. Bien entendu,—et je le sais car j'ai eu à comparaître devant la Commission du tarif à l'égard de cet article en particulier,—il ne faut pas oublier qu'au Japon, le taux de salaire est de 17 cents l'heure, contre environ \$2.63 au Canada. Toutefois, nous savons que si l'automatisation prend rapidement de l'ampleur au Canada, ou aux États-Unis, nous pourrions peut-être produire cette denrée à un prix concurrentiel, malgré cette différence dans le coût de la main-d'œuvre. Mais je suis allé au Japon et j'y ai observé l'accroissement de l'automatisation. Elle y croît tout comme aux États-Unis, mais les Nippons continuent de travailler pour 17 cents l'heure, et les Canadiens pour \$2.63. Tels sont les faits qu'il faut envisager. Telles sont les données de la réalité. Pouvons-nous soutenir la concurrence de ces pays d'outre-mer, avec des salaires et des prix aussi élevés? A mon avis, le chômage que nous connaissons tient en réalité à la tendance que nous avons d'établir des prix qui nous éliminent non seulement de notre propre marché, mais aussi du marché mondial. Si les Canadiens pouvaient apprendre à soutenir la concurrence commerciale et à vendre leurs produits aussi bien sur le marché intérieur que sur les marchés d'outre-mer, nous parviendrions au plein emploi. Tel est, à mon sens, le nœud du problème. C'est pourquoi je soutiens qu'il faut amener le patronat et le salariat à travailler, en tant que groupes, de concert avec le gouvernement, afin que nous puissions encore faire face à la concurrence sur le marché extérieur.

On peut observer que notre commerce prend de l'expansion dans bien des domaines. Mais cette expansion est-elle aussi considérable qu'elle pourrait l'être? Revenons à l'exemple que j'ai déjà cité, la fabrication des clous. La demande mondiale de ce produit est énorme, non seulement dans les Amériques mais dans tous les pays que la guerre a dévastés. L'honorable député qui a parlé de l'extrémité de la Chambre il y a un moment a préconisé une économie dirigée, une économie socialiste, comme solution à nos problèmes économiques. En réponse, je devrais rappeler l'attitude que ses tenants ont prise à cet égard. L'honorable député et ses amis parlent d'économie dirigée. Comme je l'ai déjà dit, je viens de la Saskatchewan, et lorsque le régime socialiste y a pris le pouvoir en 1944, les industries manufacturières de la province comptaient environ 11,000 employés. Or, après quelque dix-sept années passées au pouvoir par les amis de l'honorable député, le chiffre n'est monté qu'à 12,000. Ceci pourrait intéresser les libéraux; à l'assemblée législative provinciale, le chef de l'opposition a récemment signalé que le